

Mis en ligne le  
30 SEP. 2022

**ARRÊTÉ PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT D'UNE GRUE  
MOBILE POUR LA DÉPOSE DE POTEAUX ET CABLES  
ELECTRIQUES  
ENTRE LE 4 AVENUE LOUIS LUC ET 2 AVENUE GUYNEMER  
LE 03 OCTOBRE 2022**

Le Maire de Choisy-le-Roi,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police en matière de circulation,

Vu l'article L411-5 du code de la route,

Vu la délibération numéro 22.071 du Conseil Municipal du 30.05.22 fixant le montant de la redevance d'occupation du domaine public routier communal,

Vu l'arrêté n° 22-0511 du 16.03.2022 portant délégation de signature à Monsieur BARANGER Denis, Directeur général des Services,

Vu la demande formulée le 13 Septembre 2022 et adressée à la Ville par la société **NGE GC** rue Gloriette – ZA du Tuboeuf – 77 257 BRIE COMTE ROBERT

Considérant qu'il importe de régler provisoirement la circulation, le stationnement et le cheminement des piétons afin d'assurer la sécurité publique du 4 avenue Louis Luc au 2 avenue Guynemer pour permettre l'occupation du domaine public par l'installation d'une grue mobile.

**ARRETE**

**Article 1** : La société **NGE GC** est autorisée à occuper le domaine public **le 03 Octobre 2022** pour le passage d'une grue mobile entre le 4 avenue Louis LUC et le 2 Avenue Guynemer 94600 CHOISY LE ROI

**Article 2** : La circulation sera temporairement règlementée entre le 4 avenue Louis LUC et le 2 Avenue Guynemer 94600 CHOISY LE ROI au droit du chantier **le 03 Octobre 2022** et selon les conditions ci-après

- Interdiction de stationner au droit du chantier
- Limitation de la vitesse à 30 km/h

**Article 3** : Tout contrevenant à l'interdiction prévue par l'article 2 s'exposera à l'amende prévue pour les contraventions de 2ème classe. Les infractions pourront être constatées par les agents de la Police Nationale, de la Police Municipale et ceux du pôle Tranquillité Publique de la ville de Choisy le Roi. Les véhicules en infraction pourront être enlevés et transportés vers une fourrière agréée suivant les articles R417-9 à 417-12.

**Article 4** : La circulation des piétons sera maintenue en permanence L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour maintenir en permanence la circulation des véhicules de premiers secours. Elle veillera à ce que la desserte des propriétés riveraines soit maintenue et à ce que l'accès aux bouches d'incendie et autres dispositifs de sécurité soient préservés.

**Article 5** : L'occupation du domaine public est autorisée à titre temporaire, précaire et révocable et pourra être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter de droit à indemnité. Cette autorisation est délivrée à titre personnel, elle ne peut être cédée et ne vaut pas arrêté de circulation. Elle devra être affichée, de manière claire et lisible, au droit des travaux et donnera lieu au paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions de la Délibération n° 22-071 du Conseil Municipal du 30 mai 2022.

**Article 6** : Compte tenu des renseignements fournis par le pétitionnaire, cette redevance s'élèvera à **254.68 €/jour x 1 jour**, soit un montant total de **254,68 €**. Cette somme sera versée dès la réception d'un titre de paiement émis par le Trésor Public.

**Article 7** : Au terme de la validité de l'arrêté, les lieux seront nettoyés et remis dans leur état primitif. Si la réalisation des travaux n'est pas effectuée dans les délais prescrits, le permissionnaire devra, avant expiration, en solliciter le renouvellement. Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires, sans qu'il puisse résulter de droit à indemnité.

**Article 8** : Toutes les précautions nécessaires devront être prises pour protéger et préserver le domaine public, ainsi que les réseaux de toute nature pendant l'occupation de domaine public. Le titulaire de l'arrêté est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, de tout dommage de quelque nature et de quelque importance qu'il soit, causé au domaine public ou à tout ouvrage public. L'entreprise sera tenue responsable de tout accident pouvant survenir à l'origine de son intervention et des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance du dispositif de sécurité provisoire.

**Article 9** : Le non-respect par le pétitionnaire d'une des clauses du présent arrêté entraînera une suspension immédiate de l'autorisation d'intervention. Les infractions seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 10** : Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée et au Règlement Européen du 27 avril 2016, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie de Choisy-le-Roi.

**Article 11** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Commissaire de Choisy Le Roi,
- La société NGE GC,
- Les sociétés la Poste, NICOLLIN
- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques
- Madame la Responsable du service financier de la collectivité

**Article 12** : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait en Mairie à Choisy-le-Roi, le 22 Septembre 2022

Le Maire,

Mairie  
**Tonino PANETTA**  
Maire de Choisy-le-Roi

